

Atelier Swissolar sur le Solaire alpin

Cadre légal cantonal



Service de l'énergie et des forces hydrauliques

Joël Fournier

Sierre, le 25 mai 2023

Décret concernant la procédure d'autorisation de construire de grandes installations photovoltaïques

- ▲ Historique
- ▲ Contenu
- ▲ Procédure
- ▲ Schéma temporel
- ▲ Projets publics

Historique (1)

- ▲ **septembre 2022** : discussions aux Chambres fédérales sur des mesures urgentes visant à assurer rapidement l'approvisionnement en électricité en hiver
- ▲ **26 septembre 2022** :
 - Conseil d'Etat : création Taskforce solaire «Grandes installations photovoltaïques»
- ▲ **30 septembre – 1er octobre 2022** : modification urgente de la loi fédérale sur l'énergie (LEne), notamment par l'introduction d'un nouvel art. 71a relatif aux grandes installations photovoltaïques et entrée en vigueur
- ▲ **7 décembre 2022** :
 - CE : projet de décret au Grand Conseil
- ▲ **13 janvier 2023** :
 - Commission thématique de l'agriculture, du tourisme et de l'environnement du Grand Conseil

Historique (2)

▲ 9 – 10 février 2023 :

- Grand Conseil en lecture unique par 87 voix contre 41 et 0 abstention

▲ 17 février 2023 : entrée en vigueur du décret

▲ 1er avril 2023 : entrée en vigueur des modifications des ordonnances fédérales

- ordonnance sur l'énergie (OEne)
- ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEneR)
- ordonnance sur l'approvisionnement en électricité (OApEI)

▲ Mi-mai 2023 : dépôt des signatures demandant le référendum

▲ À déterminer: votation populaire

Décret concernant la procédure d'autorisation de construire de grandes installations photovoltaïques

du 10.02.2023 (état 17.02.2023)

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu la loi fédérale sur l'énergie du 30 septembre 2016 (LEne), notamment son article 71a;

vu les articles 31 alinéa 1 lettre a, 32 alinéa 2, 38 et 42 alinéa 3 de la Constitution cantonale;

vu l'article 42 de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs du 28 mars 1996 (LOCRP);
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décède:

Art. 1 But

¹ Le présent décret régleme la procédure d'autorisation des grandes installations photovoltaïques au sens de l'article 71a alinéa 3 de la loi fédérale sur l'énergie (LEne), à l'exception des lignes électriques.

Art. 2 Compétences

¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour autoriser ces grandes installations photovoltaïques.

² Le département en charge de l'énergie (ci-après: le département), par le service en charge de l'énergie (ci-après: organe d'instruction), mène la procédure pour le compte du Conseil d'Etat.

³ Le pouvoir législatif communal est compétent pour donner l'accord de la commune au sens de l'article 71a alinéa 3 LEne.

* Tableaux des modifications à la fin du document

Cadre légal procédural défini par le décret (1)

▲ Compétences

- Autorisation délivrée par le CE
- Instruction du dossier par le SEFH
- Accord de la commune délivré par le pouvoir législatif

▲ Concentration des procédures

- Coordination des procédures (mise à l'enquête unique et traitement uniforme des oppositions)
- Décision unique (unification des voies de droit pour toutes les autorisations)

▲ Consultation préalable

- Complétude du dossier
- Conformité du dossier aux législations environnementales (services liés par leur préavis si le projet n'est pas modifié)
- Accélération des procédures (éviter plusieurs mises à l'enquête publique)

Cadre légal procédural défini par le décret (2)

▲ Procédure d'autorisation de construire

- Accord du pouvoir législatif de la commune et des propriétaires des terrains
- Mise à l'enquête publique du dossier (coordination avec ESTI)
- Procédure d'opposition
- Séance de conciliation
- Examen du dossier par l'administration cantonale
- Décision du Conseil d'État (coordination avec ESTI)
- Retrait de l'effet suspensif

▲ Voies de recours

- Tribunal cantonal
- Tribunal fédéral

Logigramme des procédures (1)

▲ Consultation préalable

Art. 4^{bis} Consultation préalable

¹ Le projet doit faire l'objet d'une consultation préalable avant la mise à l'enquête publique.

² Lors de la consultation préalable, les services et offices concernés émettent leurs préavis et indiquent les conditions à satisfaire et leurs demandes de compléments dans un délai de 30 jours.

³ Les services et offices qui ont participé à la consultation préalable sont liés par leurs préavis et conditions dans le cadre de la procédure d'autorisation, pour autant que le projet n'ait pas été modifié entre la consultation préalable et le dépôt de la demande d'autorisation.

▲ Enquête publique

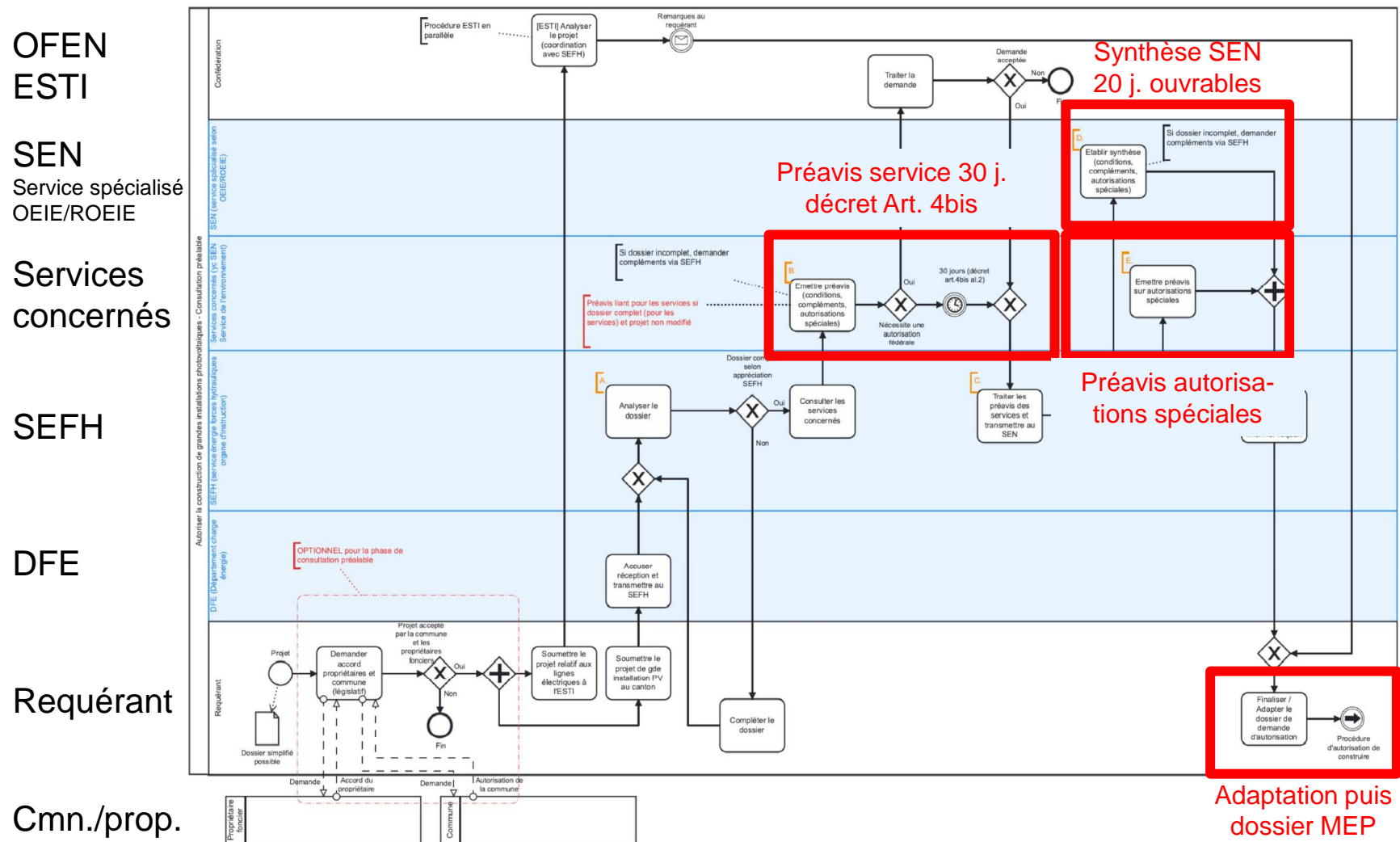
Art. 5 Enquête publique

¹ Les projets sont mis à l'enquête publique par le département par publication dans le Bulletin officiel.

² L'enquête publique ouvre également la procédure pour l'obtention des autorisations spéciales annexes.

³ L'autorité compétente peut renoncer à cette enquête publique lorsqu'il s'agit de modifications mineures d'une autorisation de construire en force ou d'une demande d'autorisation de construire en cours d'instruction et si les personnes concernées ont donné leur accord par écrit, ou si l'occasion leur a été donnée d'en prendre connaissance et d'y faire opposition.

Consultation préalable



Logigramme des procédures (3)

Enquête publique

OFEN
ESTI

CE

SEN
OEIE/ROEIE

Services
concernés

SEFH

DFE

Requérant

Cmn./prop.

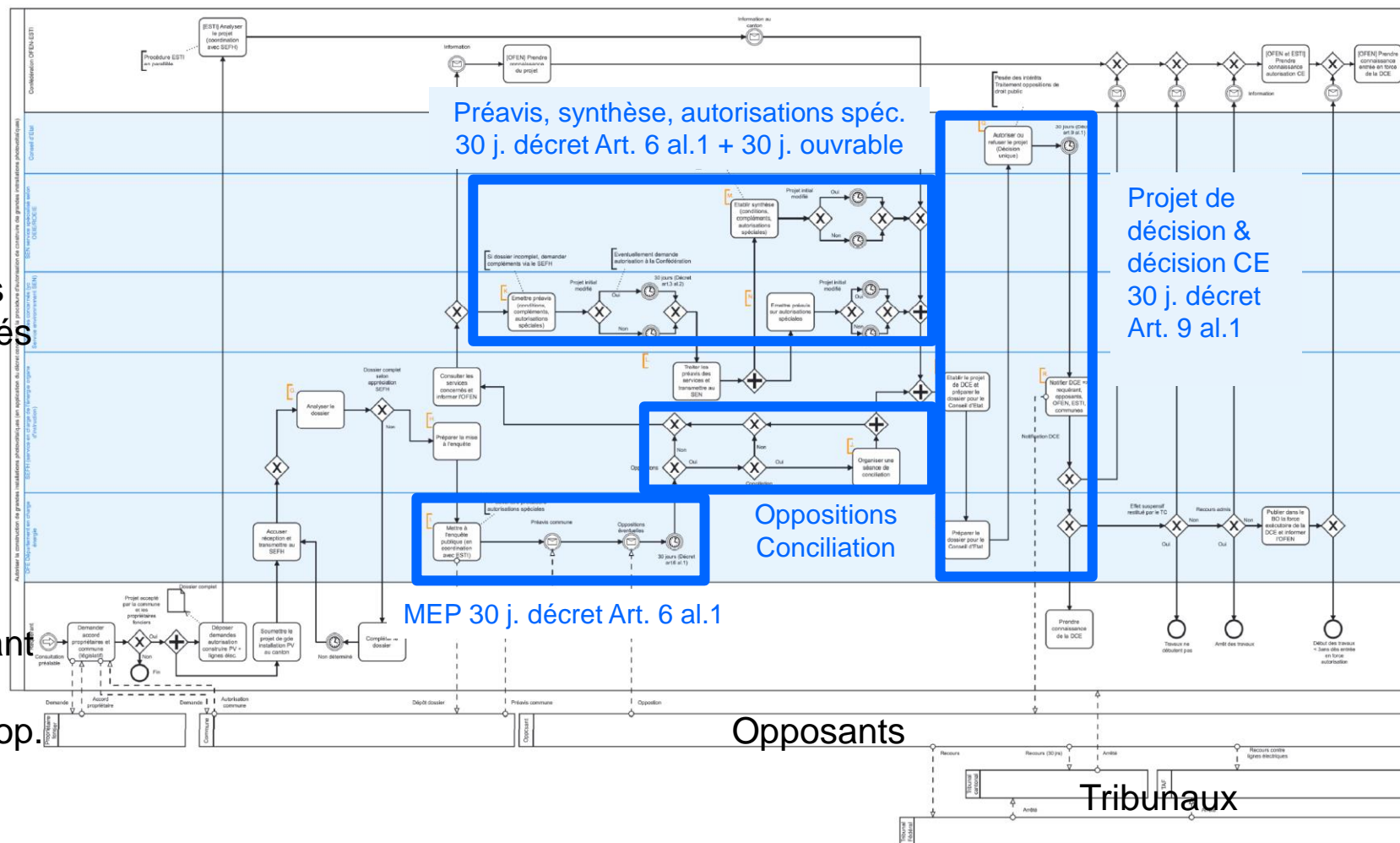


Schéma temporel 2023 – fin 2025

▲ Exemples : début consultation préalable juin 2023 ou novembre 2023

